

# Chroniques d'une mort annoncée

## Démocratie et dé-développement en Tunisie

Colin POWERS

Avril 2022

### Synthèse

La démocratie parlementaire tunisienne s'est écroulée à l'été 2021 après avoir échoué à consolider ses institutions clés et lutté pendant une décennie pour asseoir en vain une légitimité populaire. Le coup de grâce a été porté par le Président Kais Saïed, dont l'invocation de l'article 80 de la Constitution de 2014 le 25 juillet dernier a entraîné la dissolution de l'Assemblée des Représentants du Peuple et le rétablissement à bas bruit d'un pouvoir exécutif suprême.

Kais Saïed porte la responsabilité la plus immédiate de l'arrêt brutal de l'expérience démocratique tunisienne. Néanmoins, cela n'explique ni comment un homme comme Saïed a pu avoir l'opportunité d'intervenir de façon aussi décisive, ni pourquoi il a pu balayer avec cette apparente facilité les acquis des soulèvements de 2010-2011.

Sans surprise, ces événements ne peuvent être compris qu'en prenant en compte les conditions politiques et socio-économiques qui se sont imposées au cours de la dernière décennie. Ce sont ces conditions, et particulièrement leurs dimensions sociales et économiques, qu'explore ce rapport en détail. Basé sur trois mois de terrain et neuf mois d'enquête documentaire, il met en lumière les moteurs endogènes et exogènes du dé-développement économique dans la période post-2011 et retrace la façon dont les luttes économiques ont affecté la trajectoire politique de la Tunisie.

En ce qui concerne les causes exogènes du dé-développement, notre analyse rend compte d'une série de chocs extérieurs à la Tunisie – à savoir l'effondrement de l'État libyen, les attaques terroristes et la pandémie de Covid-19 – mais se concentre avant tout sur les effets du positionnement du pays à la périphérie des systèmes financiers et monétaires mondiaux.

Du côté des causes endogènes, le rapport se penche sur les conséquences économiques de la politique tunisienne après 2011. Une attention particulière est portée aux principaux acteurs partisans ayant piloté la transition politique en Tunisie. L'auteur analyse la façon dont ces acteurs ont à la fois restauré une relation très néfaste entre l'État et les entreprises, et mené la politique à des allers-retours entre deux voies sans issues : des réformes libérales génériques et une expansion du secteur public financé par la dette et sans perspective de développement.

En laissant l'économie en ruines et la majorité du pays coincée entre le chômage, l'emploi informel et le désengagement économique, les variables endogènes et exogènes ont permis l'émergence d'un phénomène appelé anti-politique. Ce rapport soutient que l'anti-politique en Tunisie s'est exprimée sous différentes formes, toutes issues de la même dynamique : une défiance et un désengagement vis-à-vis des systèmes représentatifs et des organisations verticales. Une fois atteint la masse critique, l'anti-politique a considérablement affaibli les remparts traditionnels contre les glissements autocratiques, laissant par conséquent la démocratie tunisienne plus vulnérable au type de coup d'État perpétré par Kais Saïed.

# Chroniques d'une mort annoncée

## Démocratie et dé-développement en Tunisie

Colin POWERS

Avril 2022

### Principales conclusions

- Différents types de chocs exogènes ont coûté à l'économie tunisienne des milliards de dollars de manque à gagner en termes de croissance et l'ont privée de recettes essentielles en devises étrangères. En creusant le déficit de la balance courante, ces chocs ont rendu les dirigeants du pays de plus en plus dépendants aux créanciers étrangers.
- La dépendance de la Tunisie à l'égard de sources externes de financement par emprunts et capitaux propres, combinée à sa position subordonnée au sein du système financier mondial, a nettement limité les choix politiques pendant la transition du pays. Bien que l'accès à des sources de financement non marchandes ait offert un bref répit, cela a finalement entraîné la mise en place de conditionnalités et de systèmes de surveillance pour assurer un certain degré de conformité avec les exigences des créanciers.
- La position subordonnée de la Tunisie au sein du système monétaire international a conduit la Banque Centrale de Tunisie à thésauriser ses réserves de change et à relever ses taux d'intérêt. Cela a contribué à la détérioration de la position du pays en matière d'investissements internationaux en même temps qu'à la compression des salaires, à la faible demande de main-d'œuvre et aux faibles niveaux d'investissement.
- Les acteurs partisans dominants en Tunisie ont non seulement permis aux personnes les plus riches du pays d'accéder directement au domaine politique et au processus de production des politiques publiques, mais ils ont également facilité l'acquisition par ces personnes des actifs saisis du clan Trabelsi.
- En raison de la modalité des relations entre les entreprises et l'état consolidée après 2011, les marchés tunisiens restent excessivement concentrés et non concurrentiels. Un petit nombre de holding familiales dominant presque tous les secteurs de l'économie.
- Les décisions politiques dans les domaines de l'industrie, de l'investissement et du commerce se sont avérées d'une efficacité limitée, faisant peu pour ouvrir de nouveaux marchés extérieurs ou faire évoluer les industries orientées vers l'exportation vers des activités à plus forte valeur ajoutée.
- Les décisions de politique fiscale ont été régressives ou bien inefficaces. Le système de recettes publiques présente des biais sociaux évidents, tandis que les stratégies de dépenses ont été largement dépourvues de rationalité en matière de développement.
- La sous-performance économique est devenue un problème politique majeur en raison de ses effets sur le marché du travail et les revenus. Les défaillances persistantes de la demande du marché du travail ont maintenu le volume et la qualité de la création d'emplois à un niveau très insuffisant tout au long de la dernière décennie, condamnant une grande partie de la population à la précarité du chômage, à l'emploi informel et au désengagement économique. La rémunération liée au niveau de productivité, le marasme du secteur privé a maintenu les salaires des non-fonctionnaires à un niveau bas, tandis que l'inflation a annulé une grande partie des gains obtenus grâce aux augmentations du salaire minimum et aux accords collectifs.